

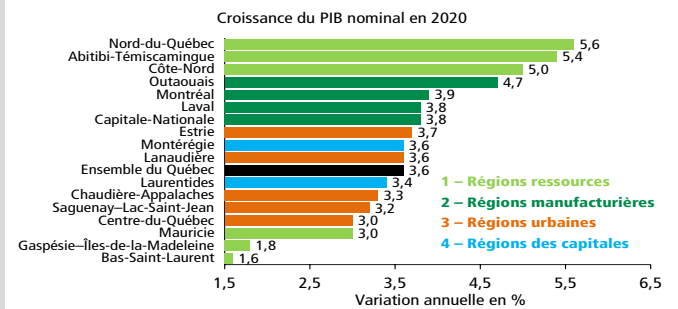
# POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## Survol des régions du Québec : à quoi s'attendre en 2020?

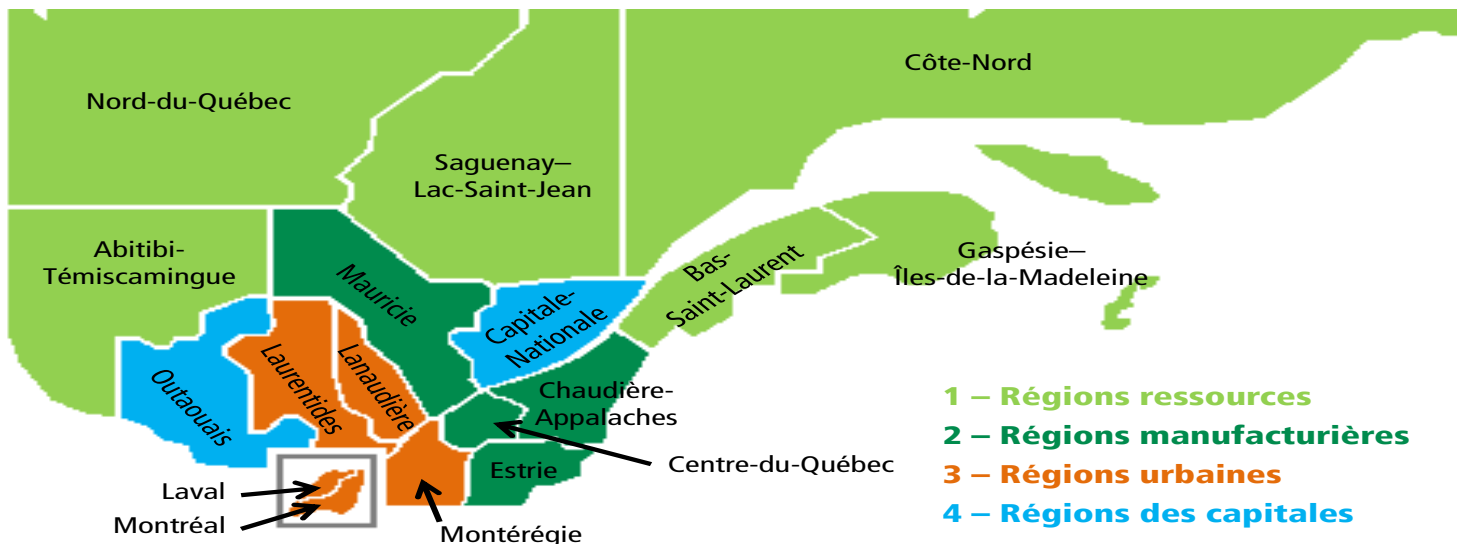
La croissance économique des régions du Québec sera moins soutenue en 2020 qu'en 2019 (graphique 1). Le contexte mondial continuera d'apporter son lot d'incertitude en raison notamment des tensions commerciales et des enjeux géopolitiques qui perdureront cette année, et ce, malgré les récents développements encourageants. De plus, dans plusieurs régions du Québec, la pénurie de travailleurs freinera l'expansion de nombreuses entreprises, ce qui se répercutera négativement sur leur croissance économique.

Parmi les régions qui devraient le mieux performer, il y a les régions minières, qui sont fortement stimulées par la vigueur des investissements. L'Outaouais affichera aussi un bon rythme en raison notamment d'une croissance démographique soutenue. L'île de Montréal fera également très bien. La présence de travaux d'infrastructures d'envergure continuera à soutenir les investissements et l'emploi. Dans l'Est-du-Québec et certaines régions manufacturières, la conjoncture sera plus difficile alors que leurs industries motrices resteront affaiblies par un vieillissement démographique accru et par les conflits commerciaux.

**GRAPHIQUE 1**  
La croissance économique des régions du Québec sera plus faible en 2020



Source : Desjardins, Études économiques



Source : Desjardins, Études économiques

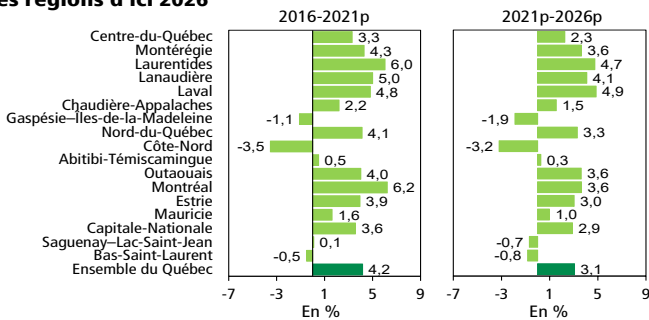
François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Chantal Routhier, économiste senior  
Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

**L'accroissement démographique ralentira dans la majorité des régions du Québec d'ici 2026**

L'accroissement démographique sera moins soutenu au cours des prochaines années que par le passé, et ce, dans la majorité des régions du Québec, selon les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), publiées à l'automne 2019 (graphique 2).

**GRAPHIQUE 2**  
**L'accroissement démographique ralentira dans presque toutes les régions d'ici 2026**

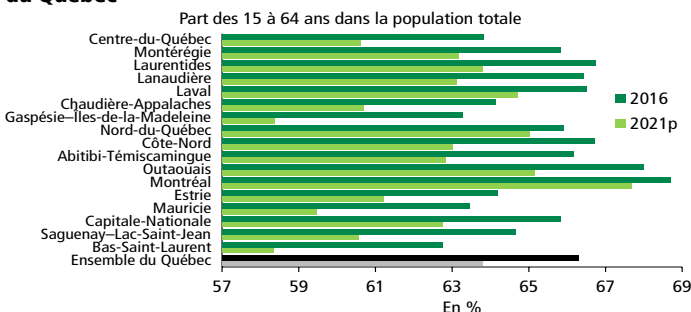


p : projections de l'Institut de la statistique du Québec, selon le scénario de référence réalisé en 2019  
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La dynamique démographique varie beaucoup à l'échelle régionale. Si l'île de Montréal et les régions avoisinantes conservent un bon rythme de croissance de leur population, il en sera autrement pour les régions éloignées. Parmi ces dernières, quatre d'entre elles verront le nombre de résidents diminuer de 2021 à 2026, soit le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Par ailleurs, la part de la population en âge de travailler, soit les 15 à 64 ans, sera en baisse au cours des prochaines années dans toutes les régions (graphique 3), ce qui amplifiera les pressions pour combler les départs à la retraite, mais aussi pour assurer la croissance des entreprises.

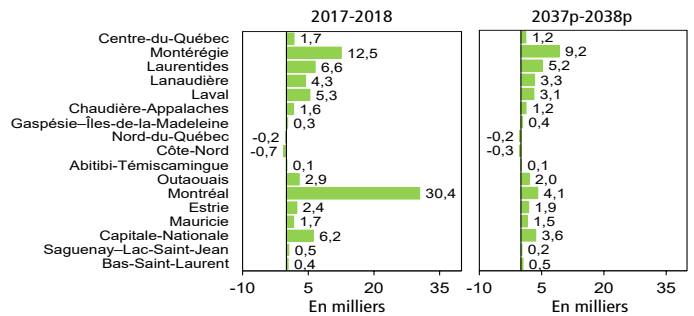
**GRAPHIQUE 3**  
**La part des 15 à 64 ans est en diminution dans toutes les régions du Québec**



p : projections de l'Institut de la statistique du Québec, selon le scénario de référence réalisé en 2019  
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La migration demeure un atout de taille, mais comme on l'observe au graphique 4, les gains attendus à ce chapitre resteront somme toute limités, et ce, au cours des 20 prochaines années.

**GRAPHIQUE 4**  
**Les gains migratoires totaux resteront limités**

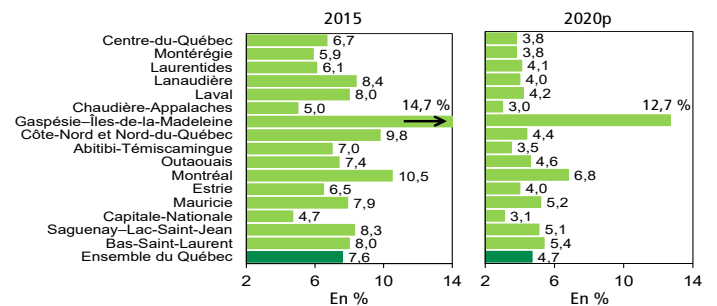


p : projections de l'Institut de la statistique du Québec, selon le scénario de référence réalisé en 2019  
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

**Les marchés du travail régionaux subissent la pression croissante du vieillissement démographique**

La baisse des taux de chômage a été généralisée et elle se poursuivra. Plusieurs régions affichent maintenant un taux de chômage inférieur à 5,0 % (graphique 5).

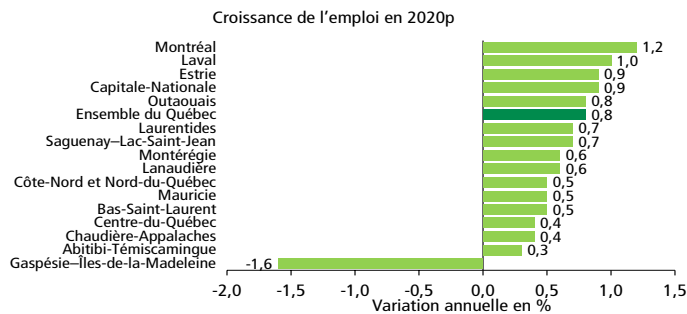
**GRAPHIQUE 5**  
**La baisse des taux de chômage est généralisée**



p : prévisions de Desjardins  
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Cela est attribuable à un bon tonus de l'économie, à un marché du travail en expansion dans de nombreuses régions, mais aussi au vieillissement démographique accru. Ce dernier joue d'ailleurs un rôle de plus en plus important sur la baisse généralisée des taux de chômage régionaux. Dans certaines régions, dont Chaudière-Appalaches et la Capitale Nationale, ce phénomène, combiné à un marché du travail dynamique, a amené leur taux de chômage respectif à des niveaux qualifiés de plein emploi.

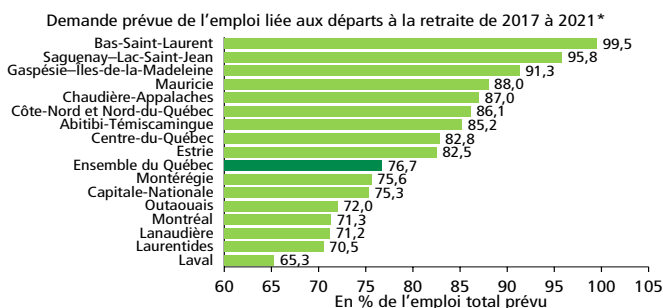
Dans le contexte actuel de rareté relative de main-d'œuvre, plusieurs marchés régionaux afficheront de faibles croissances de l'emploi en 2020 (graphique 6 à la page 3).

**GRAPHIQUE 6**
**La croissance de l'emploi sera contenue en 2020**


p : prévisions de Desjardins

Source : Desjardins, Études économiques

La demande prévue de travailleurs proviendra à plus de 78 % des départs à la retraite, en moyenne, au Québec de 2017 à 2021, selon Emploi Québec (graphique 7). Pour le Bas-Saint Laurent, l'organisme prévoit que c'est l'entièreté de la demande qui sera liée à ce phénomène, car une décroissance de l'emploi total est prévue au cours de cette période.

**GRAPHIQUE 7**
**Le vieillissement démographique accentue les départs à la retraite**


\* Prévisions d'Emploi-Québec.

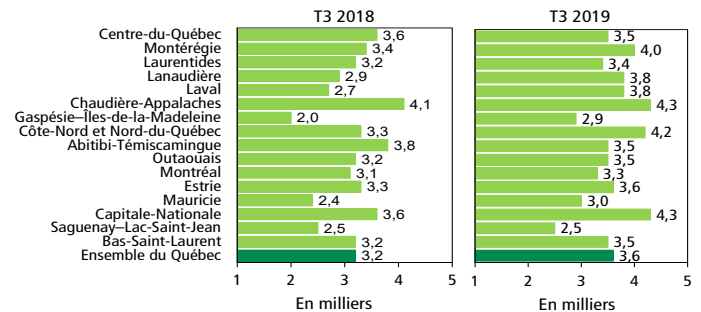
Sources : Emploi-Québec et Desjardins, Études économiques

Un autre signe de la rareté relative de travailleurs est le taux de postes vacants, qui continue d'aller de sommet en sommet dans l'ensemble des régions (graphique 8). Au troisième trimestre de 2019, il y avait 137 350 postes vacants au Québec, dont un peu plus des deux tiers à l'extérieur de Montréal.

De plus, une très large part des industries sont touchées par ce phénomène, dont les services d'hébergement et de restauration, le commerce de détail ainsi que l'industrie de l'information et industrie culturelle, selon les données recueillies par Statistique Canada.

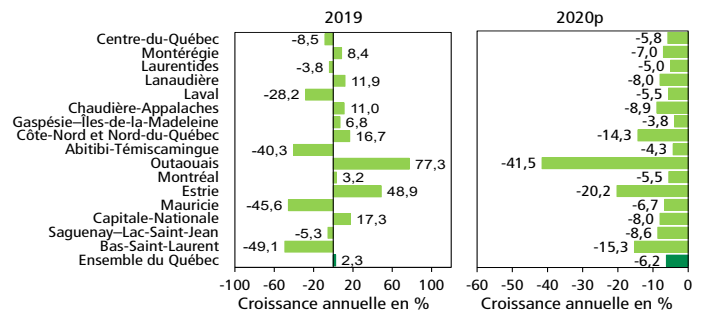
**Le marché résidentiel conservera un bon rythme de croisière en 2020**

Après plusieurs années de hausses, durant lesquelles la construction neuve n'a cessé de surprendre par sa vigueur, une

**GRAPHIQUE 8**
**Les taux de postes vacants atteignent de nouveaux sommets**


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

accalmie est attendue en 2020, et ce, dans toutes les régions (graphique 9). Malgré ce ralentissement, les mises en chantier resteront somme toute assez élevées. La forte demande pour le logement locatif en raison du vieillissement de la population et de l'arrivée d'immigrants, notamment, soutient ce pronostic.

**GRAPHIQUE 9**
**La construction neuve sera en baisse partout en 2020**


p : prévisions de Desjardins

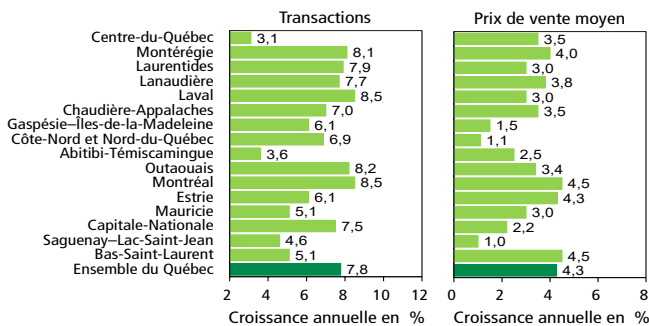
Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

À Montréal, toutefois, l'activité résidentielle pourrait ralentir davantage en raison de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation sur l'île de Montréal en 2021. Le Règlement pour une métropole mixte, présenté le 12 juin 2019, imposera aux promoteurs voulant réaliser des projets résidentiels de 50 logements ou plus l'obligation d'inclure 20 % de logements sociaux, 20 % de logements abordables et 20 % de logements familiaux. Cela pourrait influencer à la baisse la rentabilité des projets et remettre en question la réalisation de certains de ceux-ci.

Dans l'ensemble, les taux d'inoccupation ont diminué en 2019 et, dans ce contexte, ils sont restés plus faibles que leur moyenne des cinq dernières années. En 2020, la majorité des régions affichera un taux inférieur à 3,0 %, qui est souvent perçu comme un point d'équilibre.

Sur le marché de la revente de maisons existantes, une autre année de croissance est prévue dans toutes les régions (graphique 10). L'économie et, par ricochet, l'emploi continueront à bien faire, ce qui soutiendra le marché de l'existant. De plus, les taux hypothécaires resteront faibles.

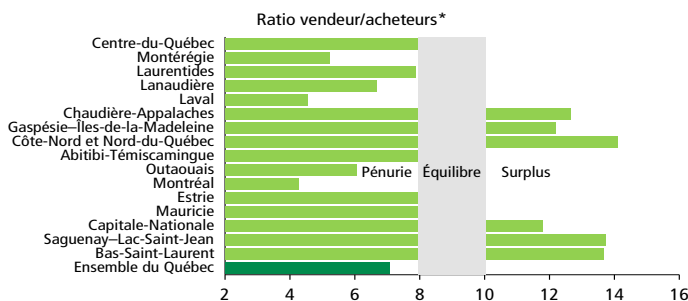
**GRAPHIQUE 10**  
La revente de propriétés existantes demeurera en progression en 2020



Sources : Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec par le système Centris et Desjardins, Études économiques

Le resserrement entre l'offre et la demande dans de nombreux marchés (graphique 11) maintiendra une certaine pression à la hausse sur la croissance des prix de vente moyens. L'avantage sera aux vendeurs lors de la négociation dans la majorité des transactions, surtout à Montréal et à Laval.

**GRAPHIQUE 11**  
L'avantage a été aux vendeurs dans plusieurs marchés en 2019



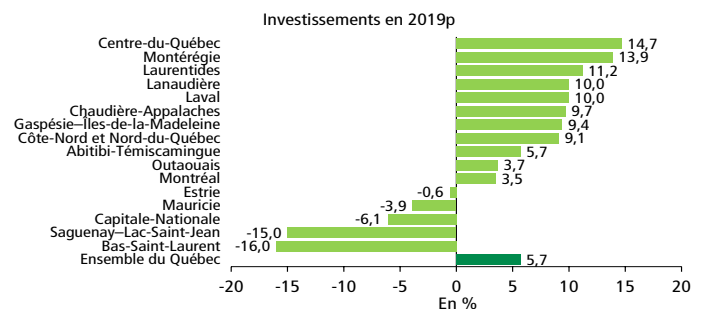
\* Les inscriptions en vigueur divisées par le nombre de transactions sur le marché de la revente de propriétés existantes.  
Sources : Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec par le système Centris et Desjardins, Études économiques

À Montréal, le marché immobilier sera à surveiller de près. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ce dernier a franchi le seuil de surchauffe, ce qui le rend vulnérable à une correction éventuelle des prix. De plus, une taxe pourrait être imposée aux acheteurs étrangers, comme ce fut le cas à Vancouver et à Toronto<sup>1</sup>.

## Les investissements maintiendront un bon rythme au sein de plusieurs régions

Les perspectives de croissance des investissements sont généralement positives pour 2020. Ceux-ci devraient d'ailleurs avoir progressé dans la majorité des régions du Québec en 2019, selon les prévisions de l'ISQ (graphique 12). Les régions de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière seront surtout stimulées par les importants développements résidentiels en cours et à venir, dont Solar Uniquartier à Brossard (1,3 G\$), Habitations Trigone à Saint-Jérôme (242 M\$) et District Union à Terrebonne (900 M\$). La hausse de la population et l'arrivée de plusieurs stations du Réseau express métropolitain (REM) expliquent en grande partie cette effervescence.

**GRAPHIQUE 12**  
Les investissements auraient progressé dans la majorité des régions en 2019



p : prévisions de l'Institut de la statistique du Québec  
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Sur l'île de Montréal, les sommes injectées dans l'économie devraient se maintenir à des niveaux historiquement élevés. Parmi les projets, on note l'implantation du REM (6,3 G\$), les travaux de modernisation à l'Aéroport international Pierre-Elliott Trudeau de Montréal (2,5 G\$) et le développement commercial Royalmont (1,7 G\$). À Laval, la poursuite de grands chantiers de revitalisation, dont ceux liés au centre-ville, continuera d'amener leur lot d'investissements (ex. : le projet locatif Central Parc Laval [500 M\$] et le développement commercial Espace Montmorency [450 M\$]).

Ailleurs au Québec, on note le réaménagement de la route 185 en autoroute (phase 3) au Bas-Saint-Laurent (947 M\$), l'érection du nouveau complexe hospitalier de l'Enfant-Jésus dans la Capitale-Nationale (650 M\$), la construction de l'usine de papier tissu Kruger Holding en Estrie (575 M\$) et l'amélioration des infrastructures portuaires à Pointe-Noire sur la Côte-Nord (280 M\$). Enfin, la construction de la ligne électrique Micoua-Saguenay a débuté à l'automne 2019 (793 M\$).

<sup>1</sup> Zacharie GOUDREAU, *Acheteurs étrangers: la taxe promise par Justin Trudeau bénéficierait à Montréal*, Journal Métro, 16 septembre 2019.

### De nombreux enjeux attendent les régions du Québec en 2020

L'enjeu numéro un pour l'ensemble des régions du Québec est sans contredit la rareté de la main-d'œuvre. On observe, toutefois, plusieurs initiatives et stratégies afin d'attirer et de retenir les travailleurs, et ce, à la grandeur du Québec.

Le virage technologique est un autre défi d'envergure pour l'ensemble des régions. Dans un contexte où la population active s'affaiblit dans les régions du Québec, l'économie doit pouvoir s'appuyer sur des gains de productivité pour maintenir sa croissance. L'intégration des technologies numériques et l'adaptabilité des chaînes de production sont incontournables pour que les entreprises demeurent compétitives et conservent leurs parts de marché.

Cela étant dit, chaque région affiche une dynamique économique qui lui est propre, laquelle est notamment liée aux secteurs dont l'importance dans leur économie est supérieure à ce qui est observé au Québec. Regardons brièvement les défis et les enjeux qui leur sont plus particuliers.

Pour les régions ressources, économies basées sur l'exploitation des ressources naturelles (ex. : agriculture, foresterie, mine), il faut prendre en considération l'évolution des prix et, à l'image de l'ensemble des entreprises, communautés et autorités, les défis liés à la protection de l'environnement, dont l'instauration de quotas et d'aires protégées. Les mesures déployées pour la protection de la baleine noire, de la crevette nordique et du caribou forestier sont de bons exemples. Le transport est une autre préoccupation importante, notamment sur le plan des tarifs aériens. De plus, les guerres commerciales continueront d'affecter négativement leur économie.

Pour l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord du Québec, la croissance économique sera plus forte qu'au Québec en 2020. Le boom des investissements en 2018 et en 2019 continuera à se répercuter favorablement en 2020. Cela est essentiellement attribuable au retour de croissance des investissements miniers depuis 2016. L'activité minière a maintenant repris un rythme soutenu, mais sans battre de record.

Pour les régions manufacturières, les conflits commerciaux ont affecté de nombreuses entreprises, surtout dans les secteurs du bois, de l'aluminium et de l'acier. Malgré la signature du nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et l'abandon des tarifs sur l'acier et l'aluminium, le contexte d'incertitude persiste.

Il sera donc difficile pour les régions manufacturières d'enregistrer une croissance plus forte qu'au Québec, d'autant plus que celles-ci évoluent dans un contexte où elles affichent une modeste croissance démographique et un vieillissement démographique accru. Toutefois, les entreprises manufacturières qui se spécialisent dans des créneaux de niche, qui développent des produits innovants et qui prennent le virage de l'innovation tireront mieux leur épingle du jeu.

Du côté des régions urbaines, la croissance démographique demeure parmi les plus vigoureuses du Québec, l'expansion des industries de la science et de la haute technologie (innovation) se poursuit et la présence de grands chantiers, notamment le REM, sont autant de facteurs qui continueront à stimuler leur croissance économique.

Ces régions auront comme défi de maintenir et de développer une gamme de services adaptée aux citoyens par le biais, entre autres, de la bonification de l'offre de service et d'infrastructure adéquate. La fluidité des personnes et des marchandises demeure aussi un défi de taille sur leur territoire respectif. De plus, la présence de grands travaux d'infrastructure, qui se poursuivront au cours des prochaines années, viendra ajouter de la pression sur le réseau routier.

Enfin, les régions des capitales, qui se distinguent par la forte présence de l'administration publique, continueront à bien faire sur le plan économique. Pour ces deux régions, les domaines de la construction et du tourisme, notamment, seront en essor, alors que les investissements resteront élevés. Comme les régions urbaines, elles sont aussi confrontées au défi de la fluidité des personnes et des marchandises.

### Conclusion

Rareté de la main-d'œuvre, guerres commerciales, congestion routière et préoccupations environnementales constituent autant de défis et d'enjeux qui affecteront l'économie des régions du Québec en 2020. Ces dernières pourront toutefois encore compter sur plusieurs facteurs positifs pour tirer leur épingle du jeu. La population reste en progression dans presque toutes les régions, le revenu personnel disponible s'accroît partout et les investissements sont soutenus dans la majorité d'entre elles. De plus, les efforts de diversification se poursuivent et de nombreuses stratégies sont mises de l'avant pour attirer et retenir les travailleurs.

**Chantal Routhier**, économiste senior